



CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

INSTALLATION D'UN RESTAURANT PROVISoire PENDANT LES TRAVAUX D'EXTENSION DES CUISINES DU RESTAURANT H3

CEAGRE/DPEI

Réf. : DG-CEAGRE-DPEI-SPPEP-GPP-24-10-002278

Date : 22/10/2024

DIFFUSION PUBLIQUE

Protection des informations :

- ☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plateforme dématérialisée du CEA.
- ☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait **la mise en ligne** sur la plateforme dématérialisée du CEA de ce document **est interdite**.

Diffusion : DG/CEAGRE/DPEI/SPPEP/GPP

Mots clés : Bâtiment modulaire, Bungalow, Location, Salle de restaurant provisoire

	Nom	Fonction	Visa
Rédacteurs	Mélanie POINARD	Chef de Projet DPEI/SPPEP/GPP	
Vérificateur	Nicolas MILLOT	Adjoint au Chef du GPP DPEI/SPPEP/GPP	
Vérificateur	Calogero FRANGIAMONE	Chargé du contrat de restauration - SLE	
ISI DPEI	Cyril CAGNIN	Ingénieur sécurité DPEI	
Approbateur	Cyril BENOIT	Chef du SPPEP DPEI	

HISTORIQUE DES VERSIONS

Ind.	Date	Objet de la modification
1	22/10/2024	1 ^{ère} Edition
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		



SOMMAIRE

1	GLOSSAIRE	5
2	OBJET.....	7
3	CONTEXTE	8
3.1	Organisation projet.....	8
3.2	Relation avec le CEA Grenoble	9
4	OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES.....	10
4.1	Obligation de résultat	10
4.2	Responsabilités de l'entreprise	10
4.3	Préalable à l'opération	10
5	DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE.....	11
5.1	SME et ISO 50001	11
6	DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	12
6.1	Périmètre géographique.....	12
6.2	Périmètre technique et fonctionnel	13
6.2.1	<i>Généralités :</i>	13
6.2.2	<i>Constitution du bâtiment modulaire :</i>	13
6.2.3	<i>Installation des bâtiments modulaires et repli en fin de location</i>	17
6.3	Dispositions communes à l'ensemble de la mission.....	17
6.3.1	<i>Spécifications liées à la démarche environnementale et énergétique</i>	17
6.3.2	<i>Commissions locales de sécurité</i>	17
6.3.3	<i>Spécifications liées à la mise en exploitation du bâtiment</i>	18
6.4	Prestations à réaliser et résultats attendus	18
6.4.1	<i>Décomposition du marché</i>	19
6.4.2	<i>Prestations générales</i>	19
6.5	Suivi et gestion des évolutions.....	22
6.5.1	<i>Limites de prestation / Interfaces CEA</i>	22
6.5.2	<i>Planning</i>	22
7	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	23
7.1	Moyens nécessaires à la réalisation des prestations.....	23
7.1.1	<i>Moyens à la charge du Titulaire</i>	23
7.1.2	<i>Locaux mis à disposition du prestataire par le CEA</i>	23
7.1.3	<i>Autres moyens mis à disposition du prestataire par le CEA</i>	23
7.1.4	<i>Autres moyens matériels</i>	23
7.2	Recommandations et contraintes particulières du projet.....	23
8	OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION	24
8.1	Documents applicables	24
8.2	Information-Conseil, obligation d'information.....	24
8.3	Sécurité et Protection de la Santé	24
8.3.1	<i>Règles applicables aux entreprises extérieures</i>	24
8.3.2	<i>Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1)</i>	25
8.3.3	<i>Organisation Sécurité applicable en phase travaux</i>	25
8.4	Confidentialité – Données Personnelles	26
8.5	Qualité	26
8.6	Visite des locaux	26
9	PILOTAGE	27



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

**Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278**
Page 4 / 31

9.1	Réunions d'études / suivi de travaux	27
9.1.1	<i>Réunions de conception</i>	27
9.1.2	<i>Réunions de Commission Locale de Sécurité</i>	27
9.1.3	<i>Réunion de lancement des travaux</i>	27
9.1.4	<i>Réunions de suivi de travaux</i>	28
9.1.5	<i>Réunions techniques en phase travaux</i>	28
9.1.6	<i>Réunions pour faciliter mise en exploitation du bâtiment</i>	28
9.2	Documents à fournir et livrables	28
10	DUREE ET PLANNING DU MARCHE	30
10.1	Jalons de l'opération :	30
10.2	Durée prévisionnelle de location	30
11	ANNEXES	31



1 GLOSSAIRE

AAPE	Actions d'Amélioration de la Performance Energétique	DET	Direction d'Exécution des Contrats de travaux
ACT	Assistance pour la passation des Contrats Travaux	DIAG	Etudes de Diagnostic
AEP	Alimentation en Eau Potable	DIB	Déchets Industriels Banal
AER	Audit Energétique Réglementaire	DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
AMO	Assistance Maîtrise d'Ouvrage	DPEI	Département Projets, Exploitation et Ingénierie
AOR	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception	DPEI/DIR	Direction du DPEI
APD	Etudes d'Avant-Projet Détaillé	DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
APE	Amélioration de la Performance Energétique	ELEC	Groupe Electricité du DPEI
APS	Etudes d'Avant-Projet Sommaire	EPI	Equipement de Protection Individuelle
ASSI	Agent de Sécurité des Systèmes d'Information	ERI	Etude de Risque Incendie
AQ	Assurance Qualité	ESI	Groupe Exploitation des Systèmes d'Information
AVP	Etude d'Avant-Projet	ESQ	Etudes d'Esquisse
BAT	Groupe Bâtiment du DPEI	EXE	Etudes d'exécution
BSD	Bordereau de Suivi de Déchets	FLS	Formation Locale de Sécurité
BT	Bureau des Transports	FLU	Groupe Fluides du DPEI
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières	FMP	Fiche Modificative de Programme
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives	FTM	Fiche de Travaux Modificatif
CEE	Certificat d'Economie d'Energie	GAC	Groupe Archives Centre
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA	GCR	Groupe Compétent en Radioprotection
CI	Chef d'Installation	GES	Gaz à Effet de Serre
CLS	Commission Locale de Sécurité	GPA	Garantie Parfait Achèvement
CLVS	Commission Locale de Visite de Sécurité	GPEP	Groupe Pilotage Exploitation et Prévention
CMAC	Cellule Méthodes et Amélioration Continue	GPP	Groupe Pilotage Projets
CMT	Contrat Multi Technique	GTC	Gestion Technique Centralisée
CPE	Contrat de Performance Energétique	HCT	Horaire Collectif de Travail (de 7h55 à 16h35)
CQSE	Cellule Qualité Sécurité Environnement	HHCT	Hors Horaire Collectif de Travail
CRCV	Contrôle Radiologique du Chargement des Véhicules	HNO	Heures Non Ouvrables (de 20h30 à 6h00 pour Grenoble et de 20h00 à 7h00 pour l'INES, les samedis, dimanches, les jours fériés et chômés et les jours de fermeture du CEA toute la journée)
CS	Correspondant Sécurité (protection des informations)	HO	Heures Ouvrables (de 6h00 à 20h30 pour Grenoble et de 7h00 à 20h00 pour l'INES))
CSE	Commission Sociale et Economique	INES	Institut National de l'Energie Solaire (où sont situées les installations du LITEN DTS, Bourget du Lac)
CSPS	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé	IQ	Ingénieur qualité
CT	Contrôleur Technique	IRIG	Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble
CVC	Groupe Climatisation Ventilation Chauffage du CEA	ISC	Groupe Information Scientifique et Calculs
DAASC	Demande d'Autorisation d'Accès au Site du CEA	ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises	ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278
Page 6 / 31

LETI	Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Information (institut DRT)	PSE	Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s)
LITEN	Laboratoire d'Innovation pour les Technologies des Énergies Nouvelles et les nanomatériaux (DES)	PSI	Groupe Projets et Solutions Informatiques
LPE	Laisser Passer d'Entreprise	RC	Règlement de Consultation
MOA	Maître ou Maîtrise d'ouvrage	RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
MOE	Maître ou Maîtrise d'œuvre	RMOA	Représentant du Maître d'Ouvrage
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination	RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
PAQ	Plan d'Assurance de la Qualité	SLE	Service Logistique et Environnement
PAQP	Plan d'Assurance de la Qualité Particulier	SMA	Service Marchés et Achats
PGC SPS	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé	SME	Système de Management de l'Energie
PID	Piping & Instrumentation Diagram (schéma détaillé d'installations)	SOGED	Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets
PM	Projet de Marché	SPPEP	Service Pilotage Projets, Exploitation et Prévention
PPE	Plan de Performance Energétique	SSTM	Service Supports Techniques et Métiers
PPME	Plan de Prévention Mono Entreprise	STIC	Service des Technologies de l'Information et de la Communication
PPSPS	Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	SYN	Etudes de Synthèse
PQP	Plan Qualité Particulier	TA	Groupe TéléAlarme du DPEI
PPQSE	Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement	TCE	Tout Corps d'Etat
PRO	Etudes de Projet	TRI	Temps de retour sur investissements
PRTT	Plateformes Régionales de Transfert Technologique	TURPE	Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Electricité
		VISA	Visa des études d'exécution
		ZRR	Zone à Régime Restrictif



Ce symbole annoté en marge du document, signifie qu'une attention particulière sera apportée lors de l'analyse des offres et tout au long de la prestation pour le ou les points concernés.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278
Page 7 / 31

2 OBJET

Le présent document a pour but de confier la mission de **fourniture, d'installation, de mise à disposition et de repli d'un ensemble de bâtiments modulaires** qui constituera une salle de restaurant provisoire, à un professionnel spécialisé et compétent, disposant de toutes les qualifications et références nécessaires en la matière. L'entreprise devra assurer la bonne réalisation de sa mission en collaboration avec le Représentant du Maître d'Ouvrage désigné (Chargé de travaux ou Chef de projet du CEA).

Le soumissionnaire retenu à l'issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent cahier des charges, sera titulaire d'un marché mis en place par le CEA.

Le présent cahier des charges établie l'étendue et le contenu de la prestation de fourniture, d'installation et de location et in fine de repli d'un ensemble de bâtiments modulaire, en référence aux lois, décrets et arrêtés en vigueur applicables aux marchés publics de travaux.

3 CONTEXTE

Le but de l'opération est de mettre en place un « Restaurant provisoire H3B » afin de pallier à la fermeture du restaurant H3 durant les travaux d'extension des cuisines et ainsi permettre aux convives de la zone Sud de pouvoir se restaurer. Ce « Restaurant provisoire », en structure modulaire, sera constitué de :

- 1 salle de restaurant de type bâtiment modulaire à usage de réfectoire, de sanitaires et de bureau, le tout sera accessible aux personnes à mobilité réduite (**installation objet du présent marché**)
- 3 Corners de distribution (**hors présent marché**)

Le titulaire du présent marché aura à sa charge la mise en place et la location d'un ensemble de bâtiments modulaires formant la salle de restaurant du projet précédemment cité, pour une durée prévisionnelle de 13 mois d'exploitation.

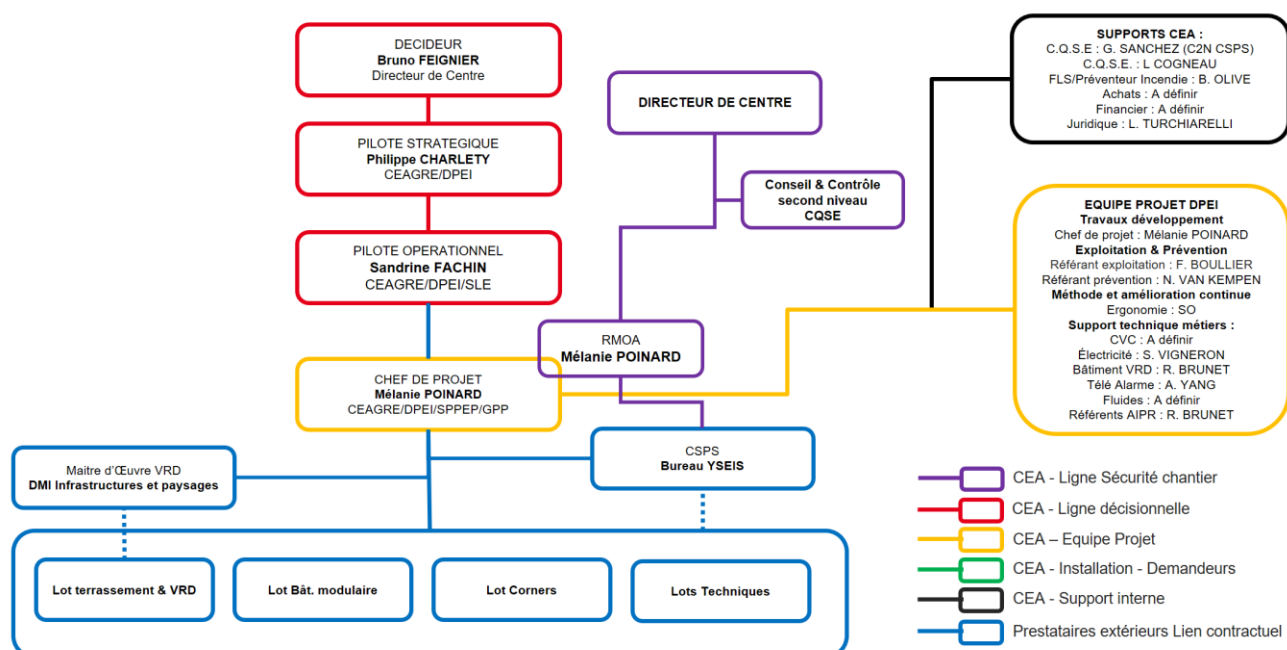
Au préalable à la mise en place de cette salle de restaurant, une opération de terrassement et de VRD sera effectuée afin de préparer la plateforme qui accueillera l'installation et de créer l'ensemble des réseaux fluides nécessaires au fonctionnement de celle-ci.

Cet ensemble de bâtiment modulaires sera installé sur le site du CEA de Grenoble et il devra respecter le code du travail et l'ensemble des réglementations en vigueur.

L'installation objet de la présente consultation comportera une seule phase de chantier. Cette opération est soumise à coordination SPS de niveau 3.

3.1 Organisation projet

L'organisation du projet se décline suivant l'organigramme suivant :





DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278
Page 9 / 31

3.2 Relation avec le CEA Grenoble

Le prestataire désigne un correspondant privilégié **responsable du contrat** sur site du CEA Grenoble qui rend compte directement au **chef de projet du CEA** pour le suivi des prestations.

Le prestataire s'engage à signaler immédiatement au **chef de projet/RMOA** toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations le concernant ou durant les phases de chantier.

Le prestataire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « **responsable sécurité** ».
Il est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières du CEA.

Le chef de projet/RMOA précisera au prestataire quels sont les interlocuteurs sécurité concernés par la prestation.

4 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES

4.1 Obligation de résultat

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent Cahier des Charges est soumis à une obligation de résultats de la part de l'entreprise, où l'entreprise doit effectuer ses prestations conformément aux spécifications convenues dans le paragraphe 6 du présent document et fournir des livrables dans un temps imparti selon les termes édictées dans les pièces écrites du marché.

Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats sont de la responsabilité de l'entreprise.

4.2 Responsabilités de l'entreprise

L'entreprise est responsable de la qualité des prestations, des délais d'exécution de ses travaux, des garanties et du respect des engagements financiers convenus entre les parties. Il a également une obligation générale de conseil dans le cadre de ses prestations. Il s'engage à assurer l'intégralité de ses responsabilités d'employeur.

Afin de garantir la sécurité du personnel et des biens, il respectera toutes les obligations générales et particulières qui lui incombent à titre légal, réglementaire et contractuel.

4.3 Préalable à l'opération

Les documents, plans et descriptifs qui déterminent les missions ne sont pas limitatifs. L'entreprise, homme de l'art qui répond à l'appel d'offre, est en mesure d'apprécier l'étendue des travaux afin que les prestations soient livrées dans les délais et au prix convenus, garanti complètes et bien exécutées. Celui-ci doit être également conforme aux règlements, aux lois en vigueur et aux normes et DTU. Les missions doivent finalement être réalisées les temps impartis et tous réglages effectués.

Faute d'observer strictement les prescriptions ci-dessus, l'entrepreneur sera rendu responsable des inconvénients de toute nature et prendra à sa charge tous les frais et dépenses qui en découleraient.

5 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE

Le centre CEA de Grenoble souhaite diminuer son impact environnemental. Il s'est engagé dans plusieurs démarches en matière d'économie d'énergie depuis le lancement du projet national de performance énergétique, en juillet 2020.

La prestation attendue s'inscrit donc dans la stratégie énergétique globale du CEA. Elle devra être cohérente et tenir compte des actions prévues ou réalisées en parallèle, et d'autres projets du CEA complémentaires (étanchéité eaux pluviales, programme hydrique ...).

Elle intégrera, en particulier le déploiement d'un Plan de Performance Energétique (PPE) et d'un Système de Management de l'Energie (SME) conforme à la norme ISO 50001 dont le CEA a reçu la certification en aout 2023.

Enfin, dans ce cadre de démarche globale, il est demandé au prestataire de respecter sur site les bonnes pratiques et les règles en terme de gestion de l'énergie mais également, d'intégrer ce critère et d'être force de proposition pour minimiser au maximum l'empreinte environnementale de ses travaux.

Les bâtiments modulaires provisoires ne sont pas soumis au décret tertiaire, ni au décret BACS, ni au contrat MPGP en cours de contractualisation par contre l'opération est bien soumise à la norme ISO 50 001.

5.1 SME et ISO 50001

Le SME du CEA, certifié ISO 50001, vise à développer une **méthode de gestion** rigoureuse et vertueuse de l'énergie du site, cette **démarche d'amélioration continue de la performance énergétique** repose sur les processus, les outils de pilotage des postes de consommations et les comportements des utilisateurs. Elle permet de structurer la réflexion et de définir une politique énergétique applicable (cf. liste des documents applicables généraux).

Le critère de performance énergétique est donc intégré dans chaque étape du projet ; de la conception à la réalisation. Il est aussi un des critères pris en compte lors des achats d'équipements et de services ayant un impact important sur la performance énergétique du site.

Dans le cadre de cette démarche, il est nécessaire de mettre en place des outils de mesures énergétiques. Ainsi des compteurs devront être installés et permettre d'avoir accès aux données de consommations en mettant en évidence des zones ou équipements spécifiquement identifiées.

6.2 Périmètre technique et fonctionnel

6.2.1 Généralités :

Le Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché doit respecter les règles suivantes :

- Aucun équipement nécessitant une intervention ou maintenance ne sera placé à plus de 1,70m de hauteur.
- Fournir des plans d'aménagement avec la position des équipements (prises Courant fort, prise RJ, tableau électrique...)
- Fournir les plans du tableau électrique, de la baie VDI, de la climatisation et du chauffage.

Nota : Les rapports d'études, notes de calculs et les plans devront impérativement recevoir la validation du CEA avant tout approvisionnement ou démarrage des travaux durant les 15 jours suivant la commande.

De plus, dans un délai de 1 semaine suite à la notification du marché, l'entreprise devra transmettre les poids et la taille des bâtiments modules au CEA afin de valider les hypothèses pour le dimensionnement du lot VRD. Pour les réseaux en attente, il conviendra à l'entreprise de définir avec précisions ses besoins, notamment :

- La longueur de câbles CFO/CFA à laisser en attente pour raccordement au tableau des bungalows
- L'emplacement des attentes de réseaux AEP et EU
- ...

La prestation de mise à disposition des modules, comprend l'ensemble des aménagements intérieurs (sanitaires, bureau...), les installations électriques, plomberie/sanitaire, ventilation, climatisation, etc... nécessaires pour le bon fonctionnement de l'ouvrage.

La prestation comprend également l'ensemble des opérations de maintenance périodique, de dépannage et/ou de remplacement des équipements installés dans le cadre du présent marché.

6.2.2 Constitution du bâtiment modulaire :

L'ensemble des modules utilisés pour la constitution de l'ouvrage seront de dimensions standards (environ 15m²). L'ouvrage aura une surface au sol d'environ 315m², soit 21 modules qui permettront la mise en place :

- D'une grande salle de restaurant permettant d'accueillir environ 150 convives,
- D'un espace sanitaire différencier pour les hommes et les femmes desservi par un couloir qui servira de SAS de séparation vis-à-vis de la salle de restaurant
- Et d'un espace bureau de 15m² environ dans lequel seront regroupé l'ensemble des armoires technique (CFO, CFA, informatique) et les tableaux de commande des installations technique (chauffage, climatisation...)

L'ouvrage devra respecter **les préconisations de l'ERI** transmise en Annexe au présent cahier des charges.

L'ouvrage devra répondre à la réglementation en vigueur concernant le code du travail, ainsi qu'aux règlements, spécifications et circulaires du CEA Grenoble. Toutes les préconisations de la Maîtrise d'œuvre « VRD » qui met en œuvre la plateforme sur laquelle seront posés les containers doivent être prise en compte.

6.2.2.1 Principe de distribution des locaux et d'équipements

Le titulaire du marché respectera le principe de distribution ci-après.

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

**Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278**
Page 14 / 31



Nota :

- Les circulations et issues seront définies par l'entreprise, selon normes et réglementations en vigueur, sur son plan de principe remis avec l'offre et respectera les demandes de l'ERI
- L'entreprise devra prévoir les réservations nécessaires dans les planchers et/ou parois pour les arrivées Courants forts, Courants faibles, alimentation AEP, évacuations, VMC, etc...
- Le fournisseur est responsable des installations à l'intérieur des bungalows et doit en faire l'installation complète en Electricité, CFA, CVC, Plomberie et désenfumage.
- A l'issue de ces câblages il devra présenter un certificat de conformité, contrôle réglementaire notamment en électricité.
- Une fois le certificat conforme le DPEI raccordera les bungalows en CFO notamment.

6.2.2.2 Préconisation de l'ERI

- La construction devra être positionnés à une distance de sécurité de 12m minimum vis-à-vis du bâtiments Z325
- Chaque sortie doit être reliée aux autres sorties de la salle par des dégagements d'une largeur au moins de 2UP
- Les portes des issues s'ouvrent dans le sens de l'évacuation et sont manœuvrables de l'intérieur sans clé
- Portes extérieures de 2UP permettant de recevoir un canon de type EUROPEEN (fourniture CEA/Grenoble)
- Si la superficie de la salle restaurant est supérieure à 300m², le désenfumage du local sera prévu et la solution technique devra être présentée en validation au CEA.
- Les conduits de distribution et de reprise d'air doivent être M0

- Respecter la distance entre chaise occupée imposée par ERI et prévoir l'aménagement des bungalows en conséquence (*Nota : les tables qui seront installées dans la salle de restaurant mesurent 140cm x 80cm de large et peuvent accueillir 4 personnes*)
- Les revêtements en plafond doivent être de catégorie M1
- Prévoir signalisation conforme sur les dégagements (R 4227 13-14)
 - Plus de 50% de vert (évacuation) ;
 - Visible et judicieusement installée ;
 - Lumineuse ;
 - Éclairage de sécurité conforme (Décret du 14-11- 88 et arrêté du 26-02-03)
 - Si effectif > 100 personnes ou dégagements > 50 m2 : présence d'un éclairage d'ambiance (au moins 2 foyers) ;
 - Autonomie d'au moins 1h ;
 - Éclairage d'évacuation : distance entre foyer lumineux < 15m.
- Les installations de sécurité comprennent : (arrêté du 26 02 03)
 - a) l'éclairage de sécurité
 - b) les installations dont le maintien en service est nécessaire pour assurer la sécurité
 - c) les installations dont l'arrêt inopiné ou le maintien à l'arrêt entraînerait des risques pour le personnel

6.2.2.3 Equipement de l'ouvrage

Généralités

- Prévoir à minima 3 portes donnant sur l'extérieur conformément au principe de distribution
- Fenêtre avec vision libre (pas de vitrophanie) sur chaque côté pour le confort d'utilisation sur les parois extérieures ouvrables pour ventilation naturelle sauf pour les toilettes (vitrage opaque)
- Portes intérieures passage minimum de 0.90m pour les PMR sinon 0.70m
- Prévoir 2 spots LED 120Watt avec luminaire intégré, fixé en façade extérieure face aux Corners pour éclairer la zone de circulation entre salle de restaurant et Corners
- Prévoir 2 passages de câbles pour les RDO et les sirènes vers la façade extérieure face aux Corners
- Prévoir toutes les attentes et les parois fusibles pour le raccordement des fluides
- Si des équipements sont installés en toiture, celle-ci devra être équipée de garde-corps et d'une échelle à crinoline pour avoir un accès sécurisé.
- Chaque alimentation en fluide sera équipée d'un système de comptage.

Dans le cadre de la démarche d'économie d'énergie les dispositions suivantes devront être intégrées à la prestation :

- L'éclairage mise en place devra être à LED,
- L'éclairage devra être si possible avec activation sur détection de présence,
- Les robinets devront être équipés de détection ou temporisés,
- L'alimentation de climatisation et de chauffage devra être relié à un système permettant de le couper en dehors des périodes de présence des utilisateurs.

Salle de restaurant

- Ventilation de la salle de restaurant suivant code du travail
- Pour les fontaines à eau : prévoir 3 alimentations en eau et 3 point de rejet + 3 prises PC
- Pour machines à café : prévoir 3 prises PC
- Eclairage LED avec mini 120Lux sur plan de travail – conforme au code du travail
- L'ensemble de la salle sera équipé de prises PC tous les 10m de paroi
- Equipement de la salle avec alarme incendie déclenché sur DM présent au niveau de chacune des sortie

Sanitaires

- L'ensemble sanitaire sera constitué d'un bloc sanitaire femme et homme dissocié, chacun comprenant à minima un sanitaire PMR, un sanitaire classique et un lavabo.
- Un couloir sera nécessaire pour séparer les toilettes de la salle de restaurant suivant norme PMR et INRS TJ27
- VMC dans les sanitaires
- Portes munies de condamnation avec indicateur de présence pour les sanitaires
- Sanitaires PMR homme et femme selon réglementation en vigueur
- Lavabo PMR avec miroir
- Robinet de puisage pour le ménage dans un des sanitaires
- Chauffe-eau 15 Litres pour les sanitaires
- Mitigeur avec rallonge PMR pour les sanitaires
- Eclairage avec détection présence dans les locaux annexes
- Sécurité incendie : Equipement de flash lumineux dans les sanitaires

Bureau

- Eclairage LED avec mini 120Lux sur plan de travail – conforme au code du travail
- Cloison pour bureau avec porte verrouillable
- L'ensemble des armoires CFO, CFA et tableau de commande des installations technique sont à prévoir dans ce local
- Baie informatique murale 12U vide
- Prévoir 4 prise RJ (dont les câbles seront en attente au droit de la baie info) + 8 prises PC
- Prévoir un tableau électrique pour l'ensemble permettant le raccordement au réseau
- Baie informatique

Conditions intérieures souhaitées :

- Climatisation réversible (variante possible) dans la salle de restaurant et bureau
- Hiver : 19°C pour -11°C Température extérieure
- Été : 26°C mini par rapport à l'extérieur et fonctionnement pour +40°C température extérieure
- Régulation, plages horaires avec mode réduit en inoccupation, possibilité de mettre des consignes de régulation. Rendement COP et EER > 3.

6.2.2.4 Prestation en option :

- **OPTION n°1 (obligatoire) :** Acoustique de la salle de restaurant avec niveau performant pour permettre la prise de repas dans la salle de restaurant (plafond et murs) sera prévu en base avec une résistance au feu conforme à l'ERI (M1 minimum en plafond, et M3 en paroi).

6.2.2.5 Limite de prestation

- La détection incendie et les extincteurs seront fournis et posés par le CEA.
- Les rampes d'accès PMR seront gérée par le lot VRD après pose des modules
- Le nettoyage lors de l'utilisation du bâtiment sera réalisé par le CEA.
- Fourniture des consommables dans les sanitaires sera à charge du CEA

6.2.3 Installation des bâtiments modulaires et repli en fin de location

Lors de la mise en place des bâtiments modulaires, l'entreprise interviendra dans le cadre d'un chantier clos et disposera des installations de chantier déjà mise en place par le lot VRD.

Le bâtiment modulaire sera installé directement sur la plateforme mise à disposition par le lot VRD. Le calage de niveau, l'assemblage des modules, ainsi que le raccordement au fluides en attentes est la charge du présent lot.

Nota : Afin de se prémunir des problématiques de gel en période hivernal, il est demandé au titulaire du présent marché de prévoir toutes dispositions nécessaire afin que les raccordements en eau soient hors-gel (calorifuge des réseaux, cordon chauffant au niveau du raccordement...)

La mise en place des modules devra être réaliser au moyen d'une grue mobile depuis la plateforme de grutage prévues à cette effet par le lots VRD. Les opérations de grutage sont à la charge du présent lot.

Lors de l'opération de livraison, l'entreprise prendra les mesures nécessaires afin de ne pas bloquer les voiries. La prise d'une demi-chaussée peut-être autorisée en laissant à minima 3m de circulation.

L'ensemble du balisage, des panneaux d'informations de modification de circulation véhicules et piétons sont à la charge de l'entreprise.

La livraison des modules se fera par un seul camion à la fois pour la livraison à pied d'œuvre, les autres camions devront rester en zone d'attente à l'accès 1 du CEA. Attention le gabarit de hauteur à l'entrée 1 est limité à 4,50m maxi.

Lors de l'opération de repli, en fin de location, l'entreprise aura à sa charge la mise en place des installations de chantier nécessaires à son opération.

Elle prévoit le repli de l'ensemble des bâtiments modulaire, y compris calage avec restitution de la surface en l'état initial.

6.3 Dispositions communes à l'ensemble de la mission

6.3.1 Spécifications liées à la démarche environnementale et énergétique

6.3.1.1 Compétence APE

Dans le cadre d'Amélioration de la Performance Energétique, le soumissionnaire peut effectuer des propositions d'équipements sobre en terme de consommation énergétique. Ces propositions seront bien identifiées et justifiées, et leur surcoût éventuel sera présentée séparément dans l'offre financière.

6.3.1.2 SME et ISO 50001

Il est attendu que pour le bâtiment modulaire, il soit mis en œuvre des compteurs pour tous les fluides amenés. Pour ces compteurs, leur type et référence seront soumis à la validation du CEA et rentreront dans la démarche de performance énergétique du CEA en tenant compte du contexte d'une installation provisoire.

6.3.2 Commissions locales de sécurité

Le projet nécessitera la mise en place de Commissions Locales de Sécurité suivant différents jalons :

- CLVS chantier (Commission Locale de Visite de Sécurité)
- CLS mise en service

L'objectif de ces commissions est de vérifier la prise en compte de la sécurité pour toute opération nouvelle susceptible d'avoir des incidences notables sur la sécurité des personnes et des biens et sur l'environnement (naturel et humain).

Le prestataire ne sera pas tenu d'être présent lors des différentes CSL. Il cependant fournir au responsable de contrat CEA éléments suivants nécessaire à la préparation des CLS :

- Fournir tous éléments et informations nécessaires à la constitution des dossiers de sécurité,
- Tenir compte des avis et remarques émises au cours de ces commissions. Ces éléments sont consignés à chaque commission dans un compte rendu qui contient les conclusions de la CLS assorties de prescriptions techniques ou organisationnelles, des réserves et recommandations issues de la réunion de la CLS,
- Intégrer dans sa prestation l'ensemble des prescriptions qui en résultent,

Le fonctionnement des CLS est régi par la **Circulaire sécurité n°10**.

6.3.2.1 CLVS chantier (Commission Locale de Visite de Sécurité)

La CLVS chantier a pour objet de vérifier la bonne mise en œuvre de l'ensemble des préconisations de la CLS chantier et leurs éventuelles adaptations sur le terrain.

Cette réunion se tient à la date de la réunion d'ouverture du chantier.

L'entreprise devra tenir compte des avis et remarques émises lors de la CLVS pouvant modifier ou adapter l'organisation, les installations de chantier et prestations associées.

6.3.2.2 CLS mise en service

La CLS de mise en service a pour objet l'obtention de l'autorisation, de la part de la direction de centre, pour l'utilisateur et l'exploitant, de prendre possession de l'installation et/ou locaux.

L'entreprise devra tenir compte des avis et remarques émises lors de la CLS pouvant modifier ou adapter les ouvrages réalisés. Les pièces écrites et graphiques seront mises à jour suivant ces remarques. C'est seulement à l'issue de la levée de la dernière réserve ou de la réalisation de modifications prescrites par la CLS que la prestation sera considérée comme effectuée sur ce périmètre « CLS mise en service ».

6.3.3 Spécifications liées à la mise en exploitation du bâtiment

Dans le cadre de la maintenance et de l'exploitation des actifs au sein du centre, le CEA a mis en place un système de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO). En tant que système intégré, l'anticipation de l'implémentation de ce système dès la phase de conception de projet est essentielle aux processus d'exploitation futurs.

L'objectif premier de cette anticipation précoce vise à garantir une disponibilité opérationnelle maximale des équipements, assurant ainsi une continuité dans les opérations du centre. De plus, cette approche en amont cherche à instaurer une réactivité accrue face aux éventuelles défaillances.

En qualité d'acteur majeur dans ce processus. L'entreprise s'engage à ce que la mise en exploitation soit intégrée dès la phase de conception, veillant à la cohérence entre les exigences opérationnelles, les spécifications techniques et la GMAO.

6.4 Prestations à réaliser et résultats attendus

L'ensemble des livrables associés à chaque mission sont définis dans l'annexe correspondante.

A noter que l'ensemble des livrables remis feront l'objet d'une mise au point/validation par le CEA.

6.4.1 Décomposition du marché

Les travaux confiés à l'entreprise comprennent une prestation de base et 2 prestations sur options. Le détail est donné ci-après :

- Prestation de base : la fourniture, la livraison, l'installation, la location sur 13 mois, le repli et l'évacuation des bungalows.
- Option n°1 : Traitement acoustique de la salle de restaurant
- [REDACTED]

La levée des options se fera conformément au Projet de Marché.

6.4.2 Prestations générales

6.4.2.1 Proposition de l'entreprise

L'entreprise répondra aux descriptifs présentés par le CEA, il est précisé que les éléments communiqués ne sont donnés qu'à titre indicatif et ne sont pas exhaustifs à la parfaite réalisation des travaux dans le respect des normes en vigueur. Elle devra réaliser un état des lieux préliminaire, afin que les ouvrages à implanter correspondent aux dimensions disponibles suivant les contraintes listées ci-dessus. Elle devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance avec l'existant. Elle ne pourra en aucun cas arguer que des erreurs ou omissions aux plans et descriptifs peuvent la dispenser d'exécuter tous les travaux et adaptations nécessaires du fait de sa négligence ou fassent l'objet d'une demande de suppléments de prix.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entreprise a obtenu tous les renseignements nécessaires, qu'elle a visité les lieux et qu'elle s'engage à réaliser les travaux dans les délais.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose que l'entreprise accepte les lieux tels qu'ils sont.

Nota : Dans le cadre de la consultation les visites sur site sont obligatoires (cf. document règlement de consultation).

L'entreprise devra prévoir dans son prix toutes les incidences et sujétions de toute sorte découlant de ce contexte, notamment au niveau de l'organisation de leur chantier et du mode de réalisation de leurs ouvrages (analyse et soumission au maître d'ouvrage ou son représentant du plan d'intervention des engins de levage en rapport des contraintes existantes et celles imposées par le CEA).

Aucune modification du forfait ne pourra être accordée pour une mauvaise appréciation du fait de l'entreprise.

6.4.2.2 Qualité des matériaux

Tous les matériaux utilisés dans les bâtiments modulaires qui seront mis en place devront être conformes aux normes en vigueur ou au minimum posséder un « avis technique » favorable du C.S.T.B. en état de validité. Ils devront notamment vérifier les tolérances dimensionnelles réglementaires et les critères d'aspect, de résistance, de tenue au feu, d'affaiblissement phonique et acoustique.

Le maître d'ouvrage ou son représentant pourra exiger des essais et des contrôles de vérification à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

Tous les matériaux devront avoir été agréés par le maître d'ouvrage ou son représentant, avant toute commande ou réalisation.

Pour cela, et aussi pour permettre un choix entre plusieurs matériaux techniquement équivalents, les entreprises fourniront suffisamment à l'avance, un échantillon et la fiche technique correspondant à chaque produit proposé.

Nota : L'entreprise devra impérativement indiquer les systèmes constructifs et matériaux employés des containers qu'elle compte nous livrer lors de la remise de son offre.

6.4.2.3 Mise en œuvre

L'entreprise devra se conformer aux prescriptions des règlements et normes françaises en vigueur relatifs aux travaux dont elle a la charge. Elle devra suivre, notamment, les recommandations des DTU et respecter les différentes règles de calcul en vigueur dans chaque spécialité.

Le tracé et l'implantation des ouvrages sont entièrement à la charge de l'entrepreneur ainsi que toutes les conséquences entraînées par une mauvaise implantation (pouvant aller jusqu'à la démolition et la reprise des travaux).

Le soumissionnaire devra réceptionner les supports (plateforme, attentes réseaux). Ce jalon sera formalisé par Procès-Verbal.

Tout le matériel et les matériaux nécessaires à la réalisation des ouvrages sont également à la charge de l'entrepreneur, ainsi que tout le travail de fabrication, de pose et d'adaptation à l'existant.

Toutes les fournitures et travaux complémentaires ou accessoires, non explicitement décrits dans le présent document mais nécessaires au bon achèvement des ouvrages et à leur parfaite finition, sont à la charge de l'entrepreneur.

6.4.2.4 Nettoyage et repli de chantier

Il est demandé à l'entreprise du présent lot, à ce qu'un état de propreté journalier, le temps de la mise en place des containers, soit respecté pour répondre aux dispositions de sécurité imposées sur le site, et qu'un nettoyage complet dès la fin de ses travaux soit exécuté. Les réfections dues à toutes dégradations aux abords du bâtiment dues à l'évacuation des matériaux seront à la charge de l'entreprise.

Le nettoyage des locaux par la suite sera géré par le CEA.

Elle devra protéger tous les ouvrages existants pendant ses travaux et prendre à sa charge toutes les opérations de nettoyage ou de travaux complémentaires entraînés par les salissures qu'elle aura réalisées.

Elle devra laisser les ouvrages réalisés, les locaux qu'elle libère ainsi que l'ensemble du bâtiment et de ses abords dans un état de parfaite propreté, et prendre à sa charge, tous les frais d'évacuation des déchets aux décharges publiques hors du site du CEA (dans le respect de la réglementation en vigueur).

Elle devra prévoir dans son forfait un nettoyage global de livraison comprenant les nettoyages de tous les équipements de l'ensemble du bâtiment (appareillages divers, inter, prises courants forts et faibles, poignées, sanitaires, ... la liste n'étant pas exhaustive), sols, panneaux et cloisons intérieures et portes, fenêtres avec produits appropriés, vitrages intérieurs et extérieurs, panneaux de façades intérieurs et extérieurs ainsi qu'un décapage des sols installés.

En cas de non-conformité, les compléments de travaux seront réalisés par une société désignée par le maître d'ouvrage au frais de l'entreprise titulaire du présent marché.

6.4.2.5 Dispositions pour l'évacuation des déchets

Les déchets seront stockés en benne à la charge du présent lot et évacués aux décharges publiques par et au frais de l'entreprise ou évacués quotidiennement, après passage obligatoire au CRCV.

Les bordereaux de suivis de déchets associés au chantier seront présentés au maître d'ouvrage pour visa avant évacuation vers les décharges publiques et les exemplaires visés par les décharges remis au maître d'ouvrage.

6.4.2.6 Sécurité

Avant démarrage des travaux l'entreprise titulaire du marché et ses sous-traitants déclarés préalablement au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA, seront convoquées par le CSPS pour une VIC avec présentation du mode opératoire et établissement d'un PPSPS suivant le PGC remis en amont. Une analyse et formalisation des risques entre l'entreprise utilisatrice et les risques présentés par les entreprises extérieures ainsi que ceux provoqués par l'interactivité avec les différents corps d'états. Les entreprises intégreront cet élément dans leurs prix unitaires.

Elles devront impérativement se conformer aux règles de sécurité en vigueur au jour de la soumission et à toutes les consignes imposées par les services de sécurité du CEA.

Les engins de levage devront être pourvus de leur attestation de conformité et les conducteur détenteur de leur habilitation en état de validité.

L'entrepreneur prévoira tous les éléments et systèmes de sécurité nécessaires à ses interventions et conformes aux règles générales de sécurité en vigueur au jour de la soumission (échafaudage, protections physiques pour les travaux en hauteur ou accès en toiture, balisage de ses zones de travaux, ...).

6.4.2.7 Documents à remettre

L'entreprise devra la transmission de tous les éléments demandés par la Maîtrise d'œuvre « VRD » et les maîtrises d'œuvre internes du CEA.

Le Titulaire devra communiquer ensuite, à date précise indiquée par le Maître d'ouvrage ou son représentant :

- Les plans d'aménagements, coupes, façades, ... sur supports informatiques et papier et éléments nécessaires.
- Les plans de l'ensemble du dossier au maître d'ouvrage ou son représentant.
- Les plans seront communiqués sous DAO Système Autocad.

A la réception de la mise en place du bâtiment modulaire, l'entreprise devra communiquer en 3 exemplaires le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) avec l'ensemble des éléments tels que construits vérifiés, les Plans des Ouvrages Exécutés (P.O.E) associés sous DAO Système Autocad version 2014, les schémas des installations courants forts, courants faibles, etc..., conformément à la ST.E.NT.3449.

Le dossier DOE comprend notamment :

- Les rapports d'essais, fiches techniques, etc...
- Les PV de conformité de tous les ouvrages installés et notamment ceux concernant les éléments de sécurité et liés à la fonction du bâtiment.
- Les PV de recette des courants faibles.
- Les plans d'aménagement avec la position des équipements (prises Courant fort, prise RJ, tableau électrique...)
- Les plans du tableau électrique, de la baie VDI, de la climatisation et du chauffage.

Approbation avant toute commande de matériel ou exécution

Tous les calculs et plans d'exécution devront être approuvés par le Maître de l'ouvrage et l'Assistant au Maître d'ouvrage (DPEI).

Tous les matériels et matériaux feront l'objet de fiches techniques les définissant sans ambiguïté et faisant apparaître les points de fonctionnement prévus sur les courbes caractéristiques.

Ces fiches techniques seront émises par l'Entreprise pour approbation par le Maître d'ouvrage 10 jours après la passation de la commande et l'Assistant au Maître d'ouvrage préalablement à toute commande qui ne pourra être passée qu'après Visa Sans Observation (VSO) de la fiche technique correspondante.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278
Page 22 / 31

Des montages, raccordements type ou équipements particuliers pourront, à la demande du Maître de l'ouvrage et de son Assistant, faire l'objet d'échantillons à soumettre à l'approbation.

Toutefois, l'approbation par le Maître de l'ouvrage et son Assistant ne dégagera pas le titulaire du présent lot de sa responsabilité.

6.5 Suivi et gestion des évolutions

6.5.1 Limites de prestation / Interfaces CEA

Sont exclus des missions de l'entreprise :

- La MOE VRD
- Les travaux VRD
- La fourniture du mobilier
- La mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS),
- La mise en place de la détection incendie, des équipements téléalarmes, des téléphones rouges
- Le raccordement à l'informatique du centre CEA
- La consignation des réseaux pour raccordement.

6.5.2 Planning

Le prestataire fournira avec son offre un planning prévisionnel comprenant les phases d'études et d'exécution détaillées ainsi que les principaux jalons décisionnels et de remise de documents.

Le planning prévisionnel de l'opération est joint en annexe du présent cahier des charges.

7 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations

7.1.1 Moyens à la charge du Titulaire

L'entreprise est en charge de définir l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de sa mission. Les moyens humains proposés par l'entreprise doivent répondre aux besoins du CEA. L'entreprise définit pour la réalisation des prestations des moyens humains ayant des profils spécifiques et adaptés au besoin du CEA. L'entreprise s'engage dans le cadre du projet à mettre à disposition du CEA les profils décrits dans son offre.

Il est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, l'objectif étant qu'il assure dans leur intégralité et dans les délais impartis, l'ensemble des missions décrites dans le présent Cahier des Charges.

Il doit mettre en œuvre, en nombre et en qualification, une équipe structurée et aux compétences suffisantes de façon à remplir l'ensemble des missions décrites adaptée à la charge de travail à réaliser. En particulier, il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations et pallier les absences prévues et imprévues de son personnel.

L'entreprise s'engage à prévenir le CEA de tout changement dans son équipe en charge au moins deux mois avant la date de ce changement. L'entreprise doit remplacer le ou les membre(s) identifié(s) par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Pour ce faire, l'entreprise s'engage à fournir pour accord, au CEA un dossier démontrant la compétence de ce(s) nouveaux profils.

Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois doit dans ce cas être réalisée, par l'entreprise, afin de procéder aux transferts d'informations.

7.1.2 Locaux mis à disposition du prestataire par le CEA

Base vie du chantier à charge du lot Terrassement & VRD lors de la phase d'installation des modules.

7.1.3 Autres moyens mis à disposition du prestataire par le CEA

Sans objet

7.1.4 Autres moyens matériels

Sans objet

7.2 Recommandations et contraintes particulières du projet

Le marché est réalisé dans sur un site en activité avec un bâtiment en partie occupé et en partie en travaux. L'entreprise devra prendre en compte des différents flux de personnel dans la gestion de sa prestation.

8 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION

8.1 Documents applicables

La liste des documents applicables au marché est détaillée dans le programme technique et fourni en Annexe « Liste des documents applicables généraux ».

Il s'agit des documents suivants :

- Conditions Générales d'Achat (CGA)
- Documents généraux,
- Documents réglementaires,
- Documents qualité,
- Documents associés à la prestation.

L'entreprise doit suivre et appliquer l'intégralité des CCTG et prescriptions (ex : C.S.) du CEA, en étude et en dans le suivi des travaux.

8.2 Information-Conseil, obligation d'information

L'entreprise assure des retours d'expérience, d'expertises, de veilles technologiques et réglementaires à l'attention du CEA.

De par sa compétence et son expertise, l'entreprise doit assurer l'obligation de conseil auprès du CEA.

Tout élément ne permettant pas à l'entreprise de réaliser correctement les prestations décrites dans ce cahier des charges doit faire l'objet d'une alerte auprès du chef de projet de l'opération.

8.3 Sécurité et Protection de la Santé

8.3.1 Règles applicables aux entreprises extérieures

L'entreprise se réfèrera aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement,
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble,
 - Conditions d'hygiène,
 - Accident et appels des secours,
 - Évacuation en cas d'urgence,
 - Surveillance médicale,
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents,
 - Inspections communes préalables,
 - Plan de prévention,
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché,
- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PP,
- Dispositions particulières :

- Accès aux terrasses,
- Risques incendie et explosion,
- Risque électrique,
- Traitements des déchets,
- etc.,
- Moyens fournis par le prestataire (humains et matériels),
- Moyens mis à disposition par le CEA,
- Interruption du marché en cas de non respects des règles de sécurité.

Des contrôles pourront être réalisés par les services compétents du CEA à tout moment du déroulement du marché. Le prestataire ne pourra en aucun cas s'y soustraire. »

8.3.2 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1)

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations réalisés lors de travaux par une entreprise extérieure dans un établissement se doit de mettre en œuvre les mesures nécessaires préalablement à la réalisation de celles-ci.

Toutes les opérations de bâtiment et/ou Génie-civil mettant en œuvre deux (2) entreprises (titulaire, sous-traitant et/ou travailleur indépendant) doivent être au regard du Code du Travail être gérées en référence à l'article L.4532-18.

8.3.3 Organisation Sécurité applicable en phase travaux

Les éléments de sécurité satisfaisant lors des opérations de construction des bâtiments seront conformes à la directive 92/57/CEE du 24/02/92, loi n° 93.1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application 94-1159 du 26/12/94

L'importance du chantier nécessite la mise en place d'un Plan Général de Coordination, Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS).

Toutes les entreprises, devront réaliser une Visite d'Inspection Commune (VIC) préalablement à la fourniture d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le chantier est classé en **catégorie 3**.

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions et les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des activités avoisinantes.

Tous les matériels et engins utilisés sur le chantier seront munis des sécurités nécessaires.

Toutes les entreprises prendront en compte, dans leurs offres, les frais engendrés par la sécurité.

Les dispositions de sécurité prises pour la construction sont principalement :

- Protections individuelles (Chaussures de sécurité, casques, gants, harnais, tenue de travail couvrante, etc...)
- Protections collectives (garde-corps au droit des trémies et rives de plancher et/ou de terrasses, obturation provisoires des trémies de toute section, filet en bas de pente ou en sous face de structure métallique (charpente), délimitation de périmètre de sécurité lors des phases d'approvisionnement, signal sonore sur les véhicules lors des phases de manœuvre, passerelle sur tranchées, etc... et toutes mesures de sécurité mentionnées au PGCSPS.
- Moyens de levage (grue à tour, grue mobile, treuil, lève-plaques, nacelles, etc...)
- Moyens de transport de charge (transpalettes, chariots, diables, etc...)
- Tous les éléments usuels propres à chaque corps d'état.

Ces recommandations seront reprises et redéfinies par le Coordonnateur SPS dans le cadre de sa mission et suivant l'analyse des dossiers transmis lors des phases d'études et de préparation de chantier.

Un PGCSPS établi par le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé est joint en annexe de ces pièces conformément à la réglementation en vigueur.

L'application des mesures de sécurité édictées dans le PGCSPS sont applicables dans leur intégralité au titre du marché de travaux dans le cadre de la présente consultation.

8.4 Confidentialité – Données Personnelles

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui prévoient notamment :

- L'entreprise s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA,
- L'entreprise se réfèrera aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.
- L'entreprise devra faire une demande de prise de vue pour toute photos réalisées dans les cadres de ces missions. Le titulaire devra respecter la circulaire 58.

8.5 Qualité

Les obligations en matière de qualité, si elles sont applicables, peuvent être consultées dans l'**Annexe « Liste des documents applicables généraux »** et les différentes annexes transmises dans le dossier de consultations.

8.6 Visite des locaux

La visite est obligatoire et les dates seront précisées dans Règlement de consultation.

L'entreprise est réputée avoir connaissance de l'environnement de travail sur le site du CEA Grenoble. Il s'est parfaitement rendu compte de la nature des prestations à exécuter, de leur importance et des sujétions de toutes sortes qu'elles comportent.

L'entreprise a donc pris connaissance des lieux et a parfaitement apprécié l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations prévues. À ce titre, en aucun cas ces motifs ne peuvent justifier le non-respect des objectifs définis dans le présent cahier des charges.

9 PILOTAGE

9.1 Réunions d'études / suivi de travaux

Il est à prévoir l'organisation des réunions d'études et des réunions de présentation aux échéances suivantes :

- Réunion de démarrage de la prestation,
- En phase conception :
 - Réunions techniques de conception et sécurité à chaque étape du projet et autant que nécessaire (à minima une réunion hebdomadaire est obligatoirement prévue en présentiel pendant toute la durée des phases études),
 - Réunions de présentation à chaque étape des phases de conception,
- En phase travaux :
 - Réunion de lancement des travaux,
 - Réunions hebdomadaires de suivi de travaux jusqu'à réception des travaux,
 - Réunions techniques autant que nécessaire.

Les réunions hebdomadaires font l'objet systématiquement d'un point sécurité conformément à la **Circulaire sécurité n°23**.

9.1.1 Réunions de conception

Les réunions techniques de conception et sécurité sont réalisées avec :

- Le chef de projet du CEA,
- Les référents techniques CEA concernés,
- Le MOE,
- Le CSPS ou l'Ingénieur de sécurité du périmètre si nécessaire,
- Le représentant du CQSE si nécessaire.
- Le représentant de l'entreprise

Lors de ces réunions de conception les points suivants sont notamment abordés :

- Avancement du calendrier,
- Points bloquants, demandes d'informations complémentaires,
- Points techniques spécifiques.

Au cours des réunions hebdomadaires sont présents à minima :

- Le chef de projet du CEA,
- Les référents techniques CEA suivant nécessité,
- Le représentant du titulaire du contrat, un représentant de ses sous-traitants et cotraitants concernés suivant nécessité et/ou demande du pilote opérationnel CEA

9.1.2 Réunions de Commission Locale de Sécurité

Au cours du projet, le MOE est tenu de participer aux réunions de la Commission Locale de Sécurité. Le CSPS, l'OPC et le contrôleur technique sont également présents.

9.1.3 Réunion de lancement des travaux

Une réunion de lancement des travaux est réalisée avec :

- Le chef de projet du CEA,
- Les référents techniques CEA concernés,
- Le MOE

- Le CSPS ou l'ingénieur de sécurité du périmètre si nécessaire,
- Le représentant du CQSE si nécessaire,
- Les entreprises de travaux concernées,

Lors de cette réunion les points suivants sont abordés :

- Point planning,
- Points sécurité,
- Points techniques,
- Points contractuels,
- Points bloquants, demandes d'informations complémentaires,
- Rappels sur le projet.

9.1.4 Réunions de suivi de travaux

Les réunions de suivi de travaux sont réalisées avec :

- Le chef de projet du CEA,
- Les différents correspondants techniques CEA suivant nécessité,
- Le MOE
- Le CSPS ou l'ingénieur de sécurité du périmètre,
- Les entreprises de travaux et leurs sous-traitants,

Lors de ces réunions les points suivants sont abordés :

- Point sécurité avec intégration des modalités de coopération avec le CSPS ou l'Ingénieur de sécurité du périmètre et prise en compte de remarques et/ou demande sécurité ou mise en sécurité,
- Avancement du calendrier,
- Points bloquants, demandes d'informations complémentaires,
- Points techniques spécifiques.

9.1.5 Réunions techniques en phase travaux

Les réunions techniques en phase travaux sont réalisées avec :

- Le chef de projet du CEA,
- Le ou les différents correspondants techniques CEA concernés,
- Le MOE
- Le CSPS ou l'Ingénieur de Sécurité du périmètre si nécessaire,
- La ou les entreprises de travaux et leurs sous-traitants,

Lors de ces réunions les points suivants sont abordés :

- Avancement du calendrier,
- Points bloquants, demandes d'informations complémentaires,
- Points techniques spécifiques,

9.1.6 Réunions pour faciliter mise en exploitation du bâtiment

Lors de la mise en exploitation du bâtiment, des réunions spécifiques pourront être organisées afin de répondre aux besoins de mise en exploitation du bâtiment. La présence du titulaire du présent marché pourra être requise lors de ces réunions.

9.2 Documents à fournir et livrables

Durant toute la durée du projet, la MOE s'engage à maintenir une uniformité des supports et matériels de suivi et ainsi que de présentation de projet. Egalement, à chacune des étapes de l'opération, le MOA aura la

possibilité d'imposer le cadre des fichiers à produire par le MOE dans le cadre de sa mission ou d'exiger un format spécifique pour tout type de document.

Tous les documents remis par le prestataire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft Word, Excel, PowerPoint, Project, PDF, et plus généralement pour les différents composants de la suite Office : au minimum la version n-1 par rapport à la dernière version disponible,
- AUTOCAD et PDF pour les documents dessinés,
- Les noms des fichiers informatiques devront avoir un nombre de caractères limité.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous forme numérique et de 2 tirages sur support papier joint par bordereau d'envoi au pilote opérationnel.

Le MOE choisira ses supports et matériels de façon à obtenir une standardisation, en limitant pour un même type d'installation le nombre de séries et de types de produits. Dans la mesure du possible, ils seront identiques à ceux déjà utilisés sur le site du CEA Grenoble.

Les livrables devront respecter les chartes graphiques CEA, les notes techniques CEA, les prescriptions techniques telles que les documents STCPT0565 (Spécifications bureau d'études), STENT3449 (Constitution des D.O.E).

A chaque phase d'étude, le CEA transmettra un fichier Excel de remarques, sur lequel la maîtrise d'œuvre devra apporter des réponses et que le CEA se réservera d'accepter ou non.



10 DUREE ET PLANNING DU MARCHE

Les délais de réalisation prévisibles pour chaque élément de prestation seront spécifiés dans la proposition du candidat.

Le prestataire devra élaborer son offre financière en tenant compte des différentes phases d'intervention qu'il envisagera en fonction des jalons demandés par le CEA et suivant l'étendue des travaux.

Le planning prévisionnel de l'opération est joint en annexe du présent cahier des charges.

10.1 Jalons de l'opération :

Le planning de l'opération est très contraint. Ci-dessous les jalons que l'entreprise s'engage à respecter dans le cadre de sa prestation :

Le **03/03/2025** : Date de mise à disposition de la plateforme pour installation du bâtiment modulaire

⇒ Livraison et mise en place par grutage des modules entre le 03/03/2025 et le 07/03/2025

⇒ Les opérations de grutage devront impérativement être terminées pour le 07/03/2025 au plus tard.

Le **10/03/2025** : Livraison des Corners de distribution en lieu et place de la zone de grutage.

Le **28/03/2025** : Fin des travaux d'assemblage, de raccordement et mise en service du bâtiment modulaire.

⇒ Réception du bâtiment par le maître d'ouvrage

10.2 Durée prévisionnelle de location

La durée de location prévisionnelle est de **13 mois à compter de la date de réception.**

Un BPU est inclus dans le projet de marché afin de pouvoir rémunérer les locations supplémentaires éventuelles.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES – BATIMENT MODULAIRE

DIFFUSION PUBLIQUE

**Réf. DG-CEAGRE-DPEI-
SPPEP-GPP-24-10-002278**
Page **31 / 31**

11 ANNEXES

- Liste des livrables attendu lors de l'exécution du marché
- Planning stade DCE
- Plan projet VRD stade DCE
- PGCSPS
- Principe de grutage
- Liste des documents applicables généraux (CCTG, Spécification Techniques, Notes Techniques, Politique Energie CEA, Liste bâtiment MPGP et décret tertiaire...).
- Documents applicables